



1er MAI : SUR LES PAVÉS, LA LUTTE

À la DGFIP comme dans l'ensemble de la Fonction
Publique, poursuivons et amplifions les mobilisations pour
nos revendications !

Dans le monde entier, des millions de travailleurs vont manifester côte à côte pour leurs revendications, leurs libertés, leurs droits et contre toutes les formes de discriminations et d'exploitations.

Alors que la crise systémique s'enracine, que les prédateurs de la finance continuent à piller les Etats, que le chômage, la précarité et la pauvreté progressent au rythme des fluctuations boursières, la journée de solidarité internationale du 1er mai prend une dimension encore plus particulière.

Cette année, d'Athènes au Continent Africain en passant par l'Amérique et les pays du magreb, les défilés doivent marquer l'union de tous les peuples contre le diktat des puissances de l'argent et pour une autre répartition des richesses.

En France, cette date interviendra dans la période d'entre-deux tour de l'élection présidentielle. En renforçant le pouvoir de la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne, FMI) par l'adoption d'un nouveau traité européen sacralisant l'austérité, le Président de la République sortant a clairement fait le choix de se soumettre un peu plus aux injonctions du MEDEF en amplifiant les attaques contre le Code du Travail, la retraite, la protection sociale, les garanties collectives et les services publics.

De plus, dans une tentative désespérée pour conserver le pouvoir, le président sortant s'engage dans une campagne dangereuse de rapprochement avec l'extrême droite. Pour ce faire, il entend détourner à son profit le 1er Mai, journée historique de lutte pour le progrès et l'émancipation. Il incite à la vindicte contre les « assistés sociaux », « les personnels sous statuts », « les représentants syndicaux », qui seraient opposés « aux vrais travailleurs ».

Ainsi, après un quinquennat marqué par des mesures régressives d'une extrême dureté mais aussi caractérisé par une répression sociale jamais égalée, il est primordial que les salariés se mobilisent massivement pour renverser efficacement et durablement les orientations en vigueur.

Pour la CGT, si l'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social, celle-ci ne saurait en aucun cas occulter la nécessité de construire de puissantes mobilisations pour influencer positivement le contenu des politiques à venir.

Le flot ininterrompu et sans cesse accéléré des suppressions de postes, la noria de contre-réformes, la loi sur la mobilité et la PFR ouvrant la porte à la généralisation des licenciements dans la fonction publique et instaurant un nivellement des rémunérations vers le bas, posent en des termes impératifs pour les fonctionnaires, la question du rapport de force à opposer pour stopper l'hémorragie et gagner l'ouverture de réelles négociations sur toutes nos revendications.

La Fête du Travail nous appartient !
Alors, le 1er mai,
Tous à la manifestation
de Denfert Rochereau (14H) à Bastille

A la TGAP, la direction locale affiche son mépris pour les personnels et leur condition de vie en diffusant 2 notes de services sur les horaires variables, les règles de vie en commun et les retards liés aux problèmes de transport. Ces notes rédigées sous un prétexte « d'équité » et « d'abus » entraînent de fait une dégradation des conditions de vie et de travail des personnels de la TGAP.

Pour ce qui est de « l'équité », la direction est plus défavorable aux agents que dans bien d'autres départements. Par exemple, à la DRFIP lors de perturbations importantes dans les transports des autorisations d'absences sont accordées sur justificatifs.

Concernant les soit disant « abus », nous pouvons en citer d'autres. :

Nos camarades de la section parisienne de la CGT Finances Publiques, dans leur journal « Le Pavé de Paname », ont levé un beau lièvre en ces temps de crise et d'austérité. Il faut en faire toute la publicité pour souligner les efforts de la DGFIP, trop modeste et cachottière, pour répondre à la demande des organisations syndicales d'augmenter les salaires dans la fonction publique !

Depuis juillet 2011, les augmentations de traitement des AGFIP (Administrateurs Généraux des Finances Publiques), promises par le DG pour se rallier l'encadrement supérieur sont devenues effectives. Elles devraient s'étaler sur 3 années. Depuis cette date, le champagne coule encore un peu plus à flot chez ces hauts fonctionnaires puisque certains d'entre eux, par ailleurs si prompts à demander aux agents d'améliorer leur productivité, ont vu leur rémunération augmenter de 30 à 40% « sans bouger de leur siège » selon l'expression des auteurs du livre « Un quinquennat à 500 milliards € ». Ce sont en effet les cadres A++ (AFIP – AGFIP) qui ont le plus bénéficié de l'alignement des régimes indemnitaires. Les AGFIP perçoivent désormais un traitement mensuel de l'ordre de 20 000 à 25 000 € (sauf le DRFIP qui perçoit en plus son indemnité de comptable public).

Les rapports de la cour des comptes et de l'assemblée nationale ont trouvé là un facteur explicatif à l'absence de maîtrise par la DGFIP de ses dépenses de personnel en 2010 (+ 2%) alors que dans le même temps des milliers d'emplois de catégorie C étaient supprimés entraînant une dégradation des conditions de travail des personnels.

Cette redistribution inéquitable des économies réalisées par l'application de la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (71% à la DGFIP) est scandaleuse au regard du blocage du traitement des agents de catégories A, B, C jusqu'en 2013, du niveau d'endettement personnel des français (+ 100 milliards entre 2007 et 2011) et du déficit budgétaire (passé de 2,7 à 5,7% du PIB pour la même période).



Bulletin d'adhésion à la CGT- Finances Publique:

NOM :

Prénom :

Service :

Signature :

A renvoyer à : A. Abecassis, P. Cossec, Y-K. Tanniou, P. Del Duca, Y. Joly, A. Rougeaux